

LA DÉFENSE NON OFFENSIVE OU COMMENT ASSURER LA SÉCURITÉ COLLECTIVE DE L'EUROPE

par Robert Neild

INTRODUCTION

Depuis quelque temps déjà, on entretient l'idée qu'en adoptant une nouvelle stratégie pour les forces *non nucléaires* en Europe, on pourrait renforcer la sécurité de cette dernière, améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest et ralentir la course aux armements. Les forces non nucléaires verraient leurs capacités offensives réduites, alors que leurs capacités défensives seraient accrues.

On a donné différents noms à cette idée: stratégie de rechange, défense non provocatrice et défense non offensive. J'utiliserai ici l'expression «défense non offensive», car c'est celle qui traduit de la façon la plus claire et la plus brève ce qu'on entend par cette idée.

La défense non offensive compte de plus en plus de partisans en Allemagne fédérale et dans le reste de l'Europe de l'Ouest, surtout chez les sociaux-démocrates. Dans ce contexte, on l'a surtout envisagée comme une politique unilatérale, et l'on s'est demandé si l'OTAN pourrait mettre sur pied une force défensive suffisamment puissante pour repousser une attaque déclenchée par les forces du Pacte de Varsovie telles qu'elles existent actuellement avec leur structure axée sur l'offensive. Que le Pacte de Varsovie puisse lui aussi adopter une stratégie fondée sur la défense non offensive semblait peu probable, c'est pourquoi on n'en a guère discuté.

Désormais, tout cela pourrait changer. Outre le fait que Mikhaïl Gorbatchev et sa nouvelle équipe de conseillers ont repensé complètement la manière de diriger l'économie politique de l'Union soviétique, ils se sont attachés à revoir leur stratégie militaire et ont évoqué l'idée d'une défense non nucléaire défensive ou non offensive. Il ne fait guère de doute qu'ils n'ont pas encore converti les

militaires à leurs idées et que des discussions ont toujours lieu, voire des conflits semblables à ceux qui ont opposé le Kremlin à la bureaucratie au sujet de l'adoption des nouvelles politiques économiques.

Ce que l'on sait officiellement c'est qu'en juin 1986 à Budapest, l'Organisation du Traité de Varsovie (OTV) a émis une déclaration paraphée appelant à un désarmement non nucléaire marqué en Europe. Il y était dit que les notions et doctrines militaires de l'OTAN et de l'OTV doivent être fondées sur des principes défensifs.¹ Puis, en mai 1987, l'OTV publiait à Berlin un énoncé de doctrine militaire signé par les chefs des États membres et proposant des consultations entre les deux alliances afin de comparer leurs doctrines et de garantir que les notions et doctrines militaires des deux blocs et de leurs membres soient fondées sur des principes défensifs.² Venant d'une alliance dont l'adhésion des forces non nucléaires à une doctrine et à une structure offensives avait été une des principales causes de la confrontation en Europe, ces propos traduisaient une évolution remarquable.

Pour sa part, l'OTAN a publié en décembre 1986 à Bruxelles une déclaration sur la limitation des armements, dans laquelle elle proposait des négociations en vue d'éliminer les capacités nécessaires pour lancer une attaque surprise ou une offensive de grande envergure.³

Au mois de mars 1988, la situation a encore évolué. Tout d'abord, le secrétaire américain de la Défense, M. Frank Carlucci, et son homologue soviétique, le général Dimitri Yatzov, ont eu pendant deux jours des entretiens privés à Berne où le ministre soviétique aurait déclaré qu'en ce qui concernait la doctrine défensive des forces non nucléaires, les manuels d'entraînement et les exercices militaires soviétiques seraient modifiés.